

Tribunal Russe pour la Palestine et BDS

Une conséquence cruciale des conclusions du TRP est le soutien au développement de la Campagne BDS – c'est-à-dire de Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international.

Le TRP a caractérisé la politique israélienne comme étant une politique d'apartheid et donc sujette aux sanctions ciblant tout régime d'apartheid.

Dans la synthèse des conclusions de sa troisième session, qui a eu lieu en Afrique du Sud à Cap Town entre les 5 et 7 novembre 2011 le Tribunal exhorte explicitement : *« la société civile mondiale (y compris tous les groupes et individus qui travaillent de leur mieux en Israël et en territoire palestinien occupé pour lutter contre le système de domination raciale qui y règne) à reproduire l'esprit de solidarité qui a contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, notamment en conscientisant les parlements nationaux par rapport aux conclusions de ce Tribunal et en soutenant la campagne de Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions (BDS) »*

Cette déclaration est renouvelée à plusieurs reprises dans les conclusions finales formulées à Bruxelles.

Ainsi dans une partie intitulée « Futures actions et pistes pour l'avenir. Les initiatives de la société civile » nous pouvons lire :

« Le Tribunal renouvelle son soutien et se félicite de la campagne BDS, qui doit s'intensifier au sein de l'Union européenne et s'étendre à d'autres Etats, organisations régionales et institutions intergouvernementales »

Et plus loin :

« Le Tribunal promeut l'idée d'un partenariat entre les organes de l'ONU et la société civile afin de faire pression sur Israël sur les questions de BDS en s'inspirant directement de l'expérience du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud dans les années 1970, 1980 et 1990 »

Tout ceci me conduit à vous donner des précisions sur l'histoire, les fondements et le contenu du mouvement BDS, puis à vous expliquer que la Campagne BDS ça marche, et qu'il faut donc persévérer dans cette voie.

La campagne BDS a été lancée le 9 juillet 2005 par plus de 170 associations de la société civile palestinienne un an après la condamnation par la Cour Internationale de Justice du Mur dit *de Séparation*, condamnation restée sans suite.

Ces associations déclarent :

« Nous, représentants de la Société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international »

Puis ces associations de la société civile palestinienne énoncent les 3 objectifs du mouvement BDS :

« 1. Mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes et démanteler le Mur ;

A ce premier objectif s'est ajouté depuis 2005 l'exigence de mettre fin au blocus de Gaza.

2. Reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et

3. Respecter, protéger et favoriser les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU »

La campagne se développe dans de nombreux pays (en Europe, en

Amérique, au Japon, au Maroc, etc), y compris en Israël où le mouvement « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur), bien que très minoritaire, apporte une aide précieuse à la Campagne BDS.

Elle a pris son essor en France depuis l'opération « Plomb durci » contre le peuple gazaoui au cours de l'hiver 2008-2009. Le site de la Campagne BDS France est : www.bdsfrance.org

La campagne se déploie selon plusieurs axes, comme c'était le cas du boycott de l'Afrique du Sud : les boycotts économique, sportif, universitaire et culturel.

Le boycott économique appelle les consommateurs ou n'importe quel organisme à ne pas se rendre complices d'une politique de violation du droit international et des droits humains en achetant des produits israéliens, qu'ils viennent des colonies de Cisjordanie ou du territoire israélien dans les frontières de 1967. Il vise aussi certaines sociétés non israéliennes qui participent directement à la répression du peuple palestinien. Parmi l'ensemble de ces cas, citons les campagnes qui ciblent les entités suivantes :

- la société Mehadrin, exportatrice de produits agricoles israéliens souvent issus des colonies,
- les magasins Séphora qui commercialisent les produits de beauté Ahava issus de la Mer Morte,
- la société qui commercialise les produits Sodastream (dont le gazéificateur),
- Keter (qui fournit du petit matériel d'équipement),
- les médicaments génériques TEVA (pour lesquels il est régulièrement fait une publicité sur France Info),
- la société anglo-danoise G4S qui équipe les prisons israéliennes de son matériel dit de sécurité,
- la société américaine Caterpillar, qui participe à la destruction du patrimoine palestinien et est complice de l'écrasement par ses bulldozers de citoyens Palestiniens et aussi de la militante pacifiste Rachel Corrie.

D'autres campagnes visent à ce que des sociétés se désinvestissent de leurs partenariats complices de la politique coloniale israélienne.

Ainsi la société Orange, qui a conclu un partenariat avec l'entreprise israélienne Partner Communications, qui installe des antennes et relais sur des terres confisquées aux Palestiniens pour le seul bénéfice de l'armée ou des colons. Ainsi aussi Veolia qui gère une déchetterie au service des colons et a d'importants projets d'investissements en Israël.

Venons-en à présent au boycott sportif, pour attirer l'attention sur le fait qu'il dénonce notamment la politique israélienne qui consiste à empêcher le peuple palestinien de pratiquer librement les sports et à se doter des moyens nécessaires, et qui consiste aussi à emprisonner arbitrairement des joueurs récalcitrants.

Les boycotts universitaire et culturel visent quant à eux des initiatives sponsorisées par l'Etat d'Israël. Nous nous adressons aussi aux artistes qu'Israël invite à des festivals pour avoir l'air d'être un Etat très ouvert à tous les courants culturels, et nous les exhortons à ne pas accepter de servir de caution morale destinée à blanchir Israël de ses crimes. Des responsables israéliens de haut niveau avouent d'ailleurs eux-mêmes que la culture leur est très utile pour leur propagande.

BDS remporte d'importants succès, et particulièrement au cours de la dernière période.

Signalons la faillite en 2011 de l'entreprise d'exportation de produits agricoles Agrexco, les grosses pertes de marchés pour les entreprises Alstom, qui a construit le tramway reliant Jérusalem à des colonies, et Veolia, dont le cours de l'action a chuté, la crise de la banque franco-belge Dexia qui participe au financement des colonies ...

D'importantes sociétés de fonds de pension se désinvestissent de sociétés israéliennes travaillant pour l'occupation, et récemment PGGM, la plus grande société de gestion de fonds de pension des Pays-Bas, a décidé de retirer l'ensemble de ses

investissements de cinq grandes banques d'Israël. En Grande Bretagne, Hollande et Suisse des directions de grandes surfaces ont décidé de retirer de leurs étalages les produits des colonies, se conformant ainsi à l'esprit des lignes directrices de l'Union Européenne, aussi nommées « guidelines » entrées en application le 1^{er} janvier 2014 et visant à proscrire tout financement et toute subvention aux sociétés travaillant pour les colonies.

Vivens, le plus gros fournisseur d'eau potable des Pays-Bas, a depuis peu mis fin à sa coopération avec Mekorot, la compagnie nationale d'eau israélienne.

Dans des pays tels que l'Afrique du Sud, la Norvège, la Grande Bretagne, les Pays Bas, de très importantes fédérations syndicales renoncent aux services et aux contrats avec des firmes internationales complices de l'occupation, telles que Veolia et G4S.

D'importantes universités ont également rompu leurs relations, notamment en Afrique du Sud ou même aux Etats-Unis. Récemment l'une des principales institutions universitaires américaines, l'American Studies Association (ASA) a invité tous ses membres à couper toutes relations de nature institutionnelle avec les universités israéliennes. Diverses églises importantes se réclamant de divers courants religieux appellent aussi à BDS.

La Campagne BDS jouit également du soutien d'artistes de renom international, qui sont de plus en plus nombreux à refuser ou à annuler des tournées en Israël, d'intellectuels et de personnalités publiques jouissant d'une grande influence, dont des membres ou des parrains du Tribunal Russell : Desmond Tutu, Roger Waters des Pink Floyds, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, le cosmologue Stephen Hawking qui a refusé de participer à une conférence de haut niveau en Israël ...

Avant de conclure sur les perspectives du mouvement BDS, je veux signaler 2 questions importantes qui mobilisent la

Campagne BDS France, questions que je ne développerai pas pour ne pas dépasser le temps qui m'est imparti.

La première c'est notre engagement actif contre le KKL, ou Fonds National Juif, qui est un organisme paraétatique israélien qui est depuis plus d'un siècle le fer de lance de la dépossession du peuple palestinien. Les dons à l'antenne française du KKL bénéficient d'une déductibilité d'impôts, cet organisme se faisant passer pour une association d'intérêt général, écolo et de bienfaisance, et nous sommes actuellement mobilisés contre le projet du KKL France de tenir le 2 février prochain une grande journée de propagande au Palais Brongniart à Paris.

La seconde question est que la France est le seul pays où des militants de la Campagne BDS sont poursuivis en justice, ce qui est conforté par la circulaire Alliot Marie, qui assimile les actions de sensibilisation à BDS à des appels à la discrimination raciale. Nous exigeons, avec de nombreuses associations, le retrait de cette circulaire et la relaxe des militants poursuivis, ce que d'ailleurs de nombreux juges comprennent.

Et je tiens à souligner que cette situation ne nous empêche pas de développer le mouvement BDS et ne fléchit pas notre détermination.

Quelles sont les perspectives du mouvement BDS ?

L'économie israélienne est certes encore forte, notamment pour ce qui concerne la vente de matériel à usage répressif, testé sur le peuple palestinien, mais la Campagne BDS progresse inexorablement. Elle entre en résonance avec d'autres causes, notamment l'antiracisme, les mouvements anti-guerre, les mouvements pour la justice sociale. Elle est porteuse de valeurs universelles.

Ce n'est pas sans raison que Netanyahu le premier ministre israélien, et d'autres ministres de ce pays ont déclaré que le mouvement BDS est une menace stratégique pour Israël. Il est significatif aussi qu'une centaine de grands patrons israéliens, redoutant le succès des appels au boycott, lancent

un appel pour la paix avec les Palestiniens. Quand de son côté Omar Barghouti, co-fondateur de la Campagne BDS, pose la question « L'année 2014 verra-telle un tournant décisif pour la Campagne BDS ? », nous accueillons ce propos avec optimisme.

L'année 2014 a été déclarée année de la Palestine par décision de l'ONU. Nous veillerons à ce qu'elle soit en même temps l'année de BDS. Les régimes d'apartheid ne durent pas jusqu'à la fin des temps. L'Etat d'Israël fait et continuera de tout faire pour essayer de réduire le développement de BDS et pour vider de leur substance des mesures telles que les lignes directrices de l'Union Européenne.

Nous continuerons de nous y opposer résolument. Nous continuerons nos activités militantes avec enthousiasme, parce que les droits des peuples et la vraie justice sont de notre côté.

L'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il le sera aussi en Palestine et Israël !

Jean-Guy Greilsamer, militant de la Campagne BDS France



**BDS, un engagement politique
majeur pour une paix juste**

entre Palestiniens et Israéliens !

D'autres articles du dossier portent sur les fondements juridiques de BDS (Maître Gilles Devers), sur son extension au domaine universitaire et scientifique (Ivar Ekeland), sur la comparaison avec le boycott de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid (Pierre Lafrance), sur l'efficacité économique de la Campagne BDS, sur l'étiquetage frauduleux « *Made in Israël* » des produits des colonies (René Backman), sur une condamnation de la société TEVA et sur les sources documentaires sur la Campagne BDS

BDS, un engagement politique majeur pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens !

✘ Ainsi que l'a souligné le numéro 47 d'octobre/novembre/décembre 2012 du Courrier du CVPR, la reconnaissance à l'ONU le 29 novembre 2012, par une large majorité d'Etats, de la Palestine comme « Etat non membre observateur » a été une avancée historique pour le peuple palestinien et ses amis.

Mais très rapidement l'Etat d'Israël avait annoncé des mesures de représailles : nouveaux programmes de constructions de logements dans les colonies de Cisjordanie et à Jérusalem Est, et gel des taxes douanières dues au peuple palestinien. Et une fois de plus, ces mesures n'ont suscité de la part des Etats occidentaux que des protestations purement verbales.

Face à cette situation, et face aux relances périodiques de « processus de paix » basés sur des « négociations sans conditions », une observation de bon sens s'impose : tant que l'Etat israélien bénéficiera d'une très large impunité sur la scène internationale, il continuera sa politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique contre le peuple palestinien.

En même temps, toute politique pour mettre fin à cette impunité ne peut être légitime que si elle est partagée par le peuple palestinien lui-même et si elle répond à des critères politiques moraux. Il est hors de question de décider des sanctions qui ne soient pas approuvées par le peuple palestinien ou qui s'en prennent à l'ensemble de la population juive israélienne.

Naissance de BDS

C'est dans ce contexte qu'est né le mouvement BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international.

Le 9 juillet 2005, un an après la condamnation par la Cour Internationale de Justice du Mur dit de Séparation, condamnation restée sans suite, 172 associations de la société civile palestinienne ont lancé la campagne BDS.

Elles déclarent :

« Nous, représentants de la Société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et en démantelant le Mur ;
2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et

3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU. »

Cette campagne se développe dans de nombreux pays (en Europe, en Amérique, au Japon, au Maroc, etc), y compris en Israël où le mouvement « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur), bien que très minoritaire, apporte une aide précieuse à la Campagne BDS.

Elle a pris son essor en France depuis l'opération « Plomb durci » contre le peuple gazaoui au cours de l'hiver 2008-2009.

Elle est soutenue par le Tribunal Russell sur la Palestine, tribunal de conscience international regroupant d'éminents experts et personnalités et dont notre regretté ami Stéphane Hessel était président d'honneur. Ce tribunal a conclu lors de sa session du Cap en novembre 2011 que l'Etat d'Israël était coupable du crime d'apartheid tel que défini dans le droit international

Les axes de la campagne

La campagne se déploie selon plusieurs axes. Le boycott économique appelle les consommateurs à ne pas se rendre complices, même involontairement, d'une politique de violation du droit international et des droits humains en achetant des produits israéliens. Des campagnes visent la société Mehadrin, exportatrice de produits agricoles israéliens souvent issus des colonies, les magasins Séphora qui commercialisent les produits de beauté Ahava issus de la Mer Morte, les produits Sodastream (gazéificateur), Keter (petit matériel d'équipement), les médicaments génériques TEVA ...

La campagne « Carton rouge pour Israël » cible l'Euro « Espoirs » 2013 de football, dont les finales sont prévues en Israël alors que cet Etat empêche le peuple palestinien de pratiquer librement les sports.

Les boycotts universitaire et culturel visent des initiatives sponsorisées par l'Etat israélien. Nous nous adressons aussi

aux artistes qu'Israël invite à des festivals pour avoir l'air d'être un Etat très ouvert à tous les courants culturels, et les exhortons à ne pas accepter de servir de caution morale destinée à blanchir Israël de ses crimes.

BDS remporte des succès. Des entreprises sont mises en difficultés : faillite de l'entreprise d'exportation de produits agricoles Agrexco, grosses pertes de marchés pour les entreprises Alstom (qui a construit le tramway reliant Jérusalem à des colonies) et Véolia (également impliquée dans ce tramway et gérant en Cisjordanie deux lignes de bus au service des colons et une déchetterie), crises de la banque Dexia ... Des sociétés de fonds de pension se désinvestissent de sociétés israéliennes travaillant pour l'occupation. Des artistes (musiciens, cinéastes, dramaturges ...), des écrivains et des personnalités scientifiques refusent d'être complices de l'apartheid israélien – ainsi récemment le cosmologue britannique Stephen Hawking, de renommée internationale, a annulé sa venue en Israël pour une conférence de haut niveau.

L'économie israélienne est certes encore forte, notamment pour ce qui concerne la vente de matériel à usage répressif, testé sur le peuple palestinien, mais la Campagne BDS progresse inexorablement dans l'opinion publique. Elle entre en résonance avec d'autres causes, notamment l'antiracisme et les mouvements anti-guerre. Elle révèle concrètement la vérité sur ce qu'est la politique d'Israël. Elle contribue à isoler cet Etat et à rompre l'isolement du peuple palestinien.

Elle est une campagne civique, citoyenne et non-violente, qui fait pression sur les Etats pour qu'ils prennent les responsabilités qui leur incombent pour faire respecter le droit international.

Jean-Guy Greilsamer, coprésident de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) et militant de la Campagne BDS France